

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE À DES CONSEILLERS RÉGIONAUX**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	7

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1) Attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Madame Valérie Péresse, présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Il vous est demandé de bien vouloir accorder à Madame Valérie Péresse le bénéfice de la protection prévue notamment par les dispositions de l'article L. 4135-28 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT).

Aux termes de cet article :

*« (...) La région est tenue d'accorder sa protection au président du conseil régional, au conseiller régional le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions. »*

Par une délibération n° CP 2021-504 du 19 novembre 2021, vous avez accordé la protection fonctionnelle à Madame Valérie Péresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en raison de poursuites pénales devant le Tribunal correctionnel du Tribunal judiciaire de Paris pour complicité du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public, pour les propos qui comporteraient des allégations ou imputations de faits portant atteinte à l'honneur ou à la considération de Monsieur Bruno SENTENAC.

Par un jugement de la 17<sup>ème</sup> chambre du tribunal correctionnel du 6 mars 2023, elle a été renvoyée des fins de la poursuite.

Monsieur Bruno SENTENAC a perdu en 1<sup>ère</sup> instance et a fait appel de ce jugement.

Madame Valérie Péresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, a sollicité le bénéfice de la protection fonctionnelle pour cette procédure.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir accorder à Madame Valérie Péresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions précitées de l'article L. 4135-28 du CGCT, afin qu'elle puisse, dans le cadre des faits décrits plus haut, être défendue devant la Cour d'Appel.

### 2) Attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Madame Valérie Péresse, présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Il vous est demandé de bien vouloir accorder à Madame Valérie Péresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, le bénéfice de la protection prévue notamment par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT).

Aux termes de cet article :

*« Le président du conseil régional, les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la région conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code. »*

*La région est tenue de protéger le président du conseil régional, les vice-présidents ou les*

*conseillers régionaux ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.*

*La région est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale ».*

Par une demande du 21 juin 2023, Madame Valérie Pécresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, a sollicité le bénéfice de la protection fonctionnelle en vue du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile auprès du Doyen des juges d'instruction de Nanterre pour diffamation publique envers un citoyen chargé d'un mandat public contre Madame Babette de Rozières à la suite de la publication de son ouvrage « *La face cachée de la politique en Ile-de-France* » le 27 avril 2023.

Plusieurs propos visent les actions de l'intéressée dans le cadre de ses fonctions de Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en l'accusant notamment d'être intervenue pour favoriser un prestataire d'un organisme associé avec lequel elle aurait des liens supposés. Ces propos constituent des attaques portant atteinte à l'honneur et à la considération de la Présidente et dépassent la simple controverse politique.

Dans ces conditions, je vous propose d'attribuer la protection fonctionnelle à Madame Valérie Pécresse, en qualité de présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, compte tenu des attaques proférées à son encontre afin qu'elle puisse déposer une plainte avec constitution de partie civile contre Madame Babette de Rozières auprès du Doyen des juges d'instruction de Nanterre.

L'octroi de cette protection lui ouvrirait droit à la prise en charge de tous les frais de procédure nécessaires pour assurer sa défense devant la juridiction précitée concernant l'ouvrage publié le 27 avril 2023 et, le cas échéant, au versement par la Région de la consignation qui serait exigée en application de l'article 88 du code de procédure pénale.

En cas de versement d'une consignation par la Région, sa restitution éventuelle se ferait au bénéfice de la Région.

En cas de condamnation pour recours abusif en application de l'article 177-2 du Code de procédure pénale, la somme correspondante devrait être remboursée à la Région par le bénéficiaire de la protection fonctionnelle.

### **3) Attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Monsieur Patrick KARAM, Vice-Président, chargé des Sports et des JOP, des Loisirs, de la Citoyenneté et politique de la ville, et de la Vie associative**

Il vous est proposé de vous prononcer sur la demande de Monsieur Patrick KARAM, Vice-Président, chargé des Sports et des JOP, des Loisirs, de la Citoyenneté et politique de la ville, et de la Vie associative, qui sollicite le bénéfice de la protection prévue notamment par les dispositions de l'article L. 4135- 29 du CGCT précité.

Plusieurs propos visent des actions de l'intéressé dans le cadre de ses fonctions de vice-président du conseil régional, notamment dans l'attribution de subventions à des associations. Ces propos constituent des attaques portant atteinte à l'honneur et à la considération de Monsieur KARAM et dépassent la simple controverse politique.

Dans ces conditions, il est proposé d'attribuer la protection fonctionnelle à Monsieur Patrick KARAM compte tenu des attaques proférées à son encontre afin qu'il engage une plainte avec

constitution de partie civile contre Madame Babette de Rozières devant le tribunal judiciaire de Nanterre.

L'octroi de cette protection ouvrirait droit au bénéfice de Monsieur Patrick KARAM à la prise en charge de tous les frais de procédure nécessaires pour assurer sa défense devant la juridiction précitée concernant l'ouvrage publié le 27 avril 2023 et, le cas échéant, au versement par la Région de la consignation qui serait exigée en application de l'article 88 du code de procédure pénale.

En cas de versement d'une consignation par la Région, sa restitution éventuelle se ferait au bénéfice de la Région.

En cas de condamnation pour recours abusif en application de l'article 177-2 du Code de procédure pénale, la somme correspondante devrait être remboursée à la Région par le bénéficiaire de la protection fonctionnelle.

**4) Attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Monsieur Othman NASROU, Vice-Président, chargé de la Jeunesse, de la Promesse républicaine, de l'Orientation et de l'insertion professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

Il vous est proposé de vous prononcer sur la demande de Monsieur Othman NASROU, Vice-Président, chargé de la Jeunesse, de la Promesse républicaine, de l'Orientation et de l'insertion professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de bénéficier de la protection prévue notamment par les dispositions de l'article L. 4135- 29 du CGCT précité.

Monsieur Othman NASROU sollicite en effet le bénéfice de la protection fonctionnelle en vue du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile devant le tribunal judiciaire de Paris pour diffamation publique contre Madame Babette de Rozières à la suite de la publication de son ouvrage « *La face cachée de la politique en Ile-de-France* » le 27 avril 2023.

Un passage vise spécifiquement Othman NASROU, en qualité de conseiller régional, comme utilisant des moyens régionaux dans le cadre de sa candidature aux élections municipales. Ces propos visés par la plainte constituent des attaques portant atteinte à l'honneur et à la considération de Monsieur NASROU et dépassent la simple controverse politique.

Dans ces conditions, il est proposé d'attribuer la protection fonctionnelle à Monsieur Othman NASROU compte tenu des attaques proférées à son encontre afin qu'il puisse déposer une plainte avec constitution de partie civile contre Madame Babette de Rozières auprès du Doyen des juges d'instruction de Paris.

L'octroi de cette protection ouvrirait droit au bénéfice de Monsieur Othman NASROU à la prise en charge de tous les frais de procédure nécessaires pour assurer sa défense devant la juridiction précitée concernant l'ouvrage publié le 27 avril 2023 et, le cas échéant, au versement par la Région de la consignation qui serait exigée en application de l'article 88 du code de procédure pénale.

En cas de versement d'une consignation par la Région, sa restitution éventuelle se ferait au bénéfice de la Région.

En cas de condamnation pour recours abusif en application de l'article 177-2 du Code de procédure pénale, la somme correspondante devrait être remboursée à la Région par le bénéficiaire de la protection fonctionnelle.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 5 JUILLET 2023

#### ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE À DES CONSEILLERS RÉGIONAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4135-28 et L. 4135-29 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission ;

**VU** la délibération n° CP 2021-504 du 19 novembre 2021 portant attribution de la protection fonctionnelle à des conseillers régionaux ;

**VU** les demandes de protection fonctionnelle présentées par Madame Valérie PECRESSE ;

**VU** la demande de protection fonctionnelle présentée par Monsieur Patrick KARAM ;

**VU** la demande de protection fonctionnelle présentée par Monsieur Othman NASROU ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-320 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide d'accorder à Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Ile-de-France, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-28 du code général des collectivités territoriales, pour les faits décrits en exposé des motifs, rattachés à l'exercice de ses fonctions de Présidente, afin qu'elle puisse être défendue devant la Cour d'Appel.

#### **Article 2 :**

Décide d'accorder à Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Ile-de-France, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, pour les faits décrits en exposé des motifs, rattachés à l'exercice de ses fonctions de Présidente, afin qu'elle puisse intenter une action judiciaire devant le tribunal judiciaire compétent.

#### **Article 3 :**

Décide d'accorder à Monsieur Patrick KARAM, Vice-Président, chargé des Sports et des

JOP, des Loisirs, de la Citoyenneté et politique de la ville, et de la Vie associative, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, pour les faits décrits en exposé des motifs, rattachés à l'exercice de ses fonctions de vice-président, afin qu'il puisse intenter une action judiciaire devant le tribunal judiciaire compétent.

**Article 4 :**

Décide d'accorder à Monsieur Othman NASROU, Vice-Président, chargé de la Jeunesse, de la Promesse républicaine, de l'Orientation et de l'insertion professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, pour les faits décrits en exposé des motifs, rattachés à l'exercice de ses fonctions, afin qu'il puisse intenter une action judiciaire devant le tribunal judiciaire compétent.

**Article 5:**

Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits du chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », Programme HP 020-004 « frais de fonctionnement administratif et de l'entité » Action 10200407 « Frais d'actes et de contentieux ».

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**